

STATISTIQUES 2011-2012

13^e LÉGISLATURE

Statistiques concernant la session 2011-2012

(1^{er} octobre 2011 – 19 juin 2012)

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

UMP	Groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
SRC	Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
GDR	Groupe de la Gauche démocrate et républicaine.
NC	Groupe du Nouveau Centre.
NI	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

AFET.	Commission des affaires étrangères.
CULT.	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF.	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE.	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO.	Commission des affaires économiques.
FIN.	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC.	Commission des affaires sociales.

DIVERS

adt(s).	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion	Commission.
CMP	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.
SE	Secrétariat d'État.

SIGNES

—	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	6
1.1. EFFECTIFS DES GROUPES	7
1.2. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	8
1.2.1. Remplaçants devenus députés	8
1.2.2. Ministres reprenant leur mandat de députés	8
1.2.3. Élections partielles	8
1.2.4. Sièges vacants au 1 ^{er} juin 2012	8
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	37
1.3. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	8
1.4. MISSIONS TEMPORAIRES CONFIEES PAR LE GOUVERNEMENT	9
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	40
1.5. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	9
1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	9
1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	9
1.6. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	9
2. BILAN D'ACTIVITÉ	10
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	11
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	11
2.2.1. Sessions et séances publiques	11
2.2.2. Impressions parlementaires	11
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	12
2.3.1. Travaux des commissions (du 1 ^{er} octobre 2011 au 1 ^{er} juin 2012)	12
<i>ANNEXE III. – Commissions élargies</i>	41
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs	13
2.3.2.1. Textes non budgétaires	13
2.3.2.2. Textes budgétaires	13
2.3.2.3. Rapports d'information	13
2.3.2.4. Rapports d'application	13
2.3.3. Avis donnés par les commissions aux nominations envisagées par le Président de la République	13
<i>ANNEXE IV. – Missions d'évaluation</i>	42

2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	14
2.4.1. Délégations de l'Assemblée nationale.....	14
2.4.2. Offices parlementaires	14
2.5. AUTRES COMMISSIONS	14
2.5.1. Commission des affaires européennes	14
2.5.1.1. Travaux de la commission des affaires européennes	14
2.5.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.....	14
<i>ANNEXE V. – Liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution</i>	<i>43</i>
2.5.2. Comité d'évaluation et de contrôle.....	14
2.5.3. Commissions d'enquête	15
<i>ANNEXE VI. – Liste des commissions d'enquête et des travaux des commissions d'enquêtes.....</i>	<i>45</i>
2.5.4. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	15
3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	16
3.1. BILAN LÉGISLATIF	17
3.1.1. Projets de loi	17
3.1.2. Propositions de loi	18
<i>ANNEXE VII. – Liste des propositions de loi rejetées</i>	<i>46</i>
3.1.3. Récapitulation	19
<i>ANNEXE VIII. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	<i>48</i>
3.2. TEMPS ECOULÉ ENTRE LE DÉPOT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	19
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	19
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	20
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	21
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	22
4.1.1. Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement (art. 48, al. 2, C.).....	22
4.1.2. Semaines de l'Assemblée nationale (art. 48, al.3, C.).....	22
4.1.3. Semaines réservées au contrôle du Gouvernement (art. 48, al. 4, C.)	23
4.1.4. Jours de séance réservés à un groupe d'opposition ou minoritaire (art. 48, al.5, C.)	23
<i>ANNEXE IX. – Ordre du jour partagé (liste des textes examinés).....</i>	<i>54</i>
<i>ANNEXE X. – Calendrier de l'ordre du jour partagé.....</i>	<i>56</i>
4.2. PROCÉDURES D'EXAMEN SIMPLIFIÉES.....	24
4.3. TEMPS LÉGISLATIF PROGRAMMÉ.....	24
<i>ANNEXE XI. – Liste des textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé (art. 91 R., 122 R. et 128 R.)</i>	<i>57</i>
4.4. MOTIONS DE PROCÉDURE	24
4.5. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	24
4.6. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES	25
4.6.1. Commissions mixtes paritaires	25
4.6.2. Procédures accélérées	25
<i>ANNEXE XII. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	<i>58</i>
4.7. AMENDEMENTS	26
4.7.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique	26
4.7.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitivement adoptés	27
4.7.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session hors conventions.....	27

4.8. VOTES BLOQUÉS	28
4.9. PROCÉDURES DE VOTE	28
<i>ANNEXE XIII. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	61
4.10. INCIDENTS DE SÉANCE	29
4.10.1. Rappels au Règlement	29
4.10.2. Faits personnels	29
4.10.3. Rappel à l'ordre	29
4.10.4. Peines disciplinaires	29
4.11. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	29
<i>ANNEXE XIV. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	64
5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	30
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT SUIVIES D'UN DÉBAT	31
5.2. DÉBATS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION DES POLITIQUES	31
<i>ANNEXE XV. – Liste des déclarations du Gouvernement</i>	66
6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	32
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	33
6.2. MOTIONS DE CENSURE	33
7. QUESTIONS	34
7.1. QUESTIONS ORALES	35
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement	35
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat	35
7.2. QUESTIONS ÉCRITES	35
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses publiées	35
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites "signalées"	35
<i>ANNEXE XVI. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites</i>	67

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2011			Au 19 juin 2012		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
UMP	305	8	313	279	7	286
SRC	189	15	204	159	15	174
GDR.....	25	-	25	20	0	20
Nouveau Centre.....	22	2	24	21	2	23
Total des groupes.....	541	25	566	479	24	503
Députés non-inscrits	///	///	9	///	///	45 ⁽¹⁾
Total des sièges pourvus			575 ⁽²⁾			548 ⁽³⁾
Sièges vacants	///	///	2	///	///	29 ⁽⁴⁾
Total des sièges			577			577

(1) Voir les listes en Annexe 1.

(2) Dont 111 femmes : 47 UMP, 58 SRC, 5 GDR, 0 NC, 1 NI.

(3) Dont 102 femmes : 42 UMP, 46 SRC, 5 GDR, 0 NC, 9 NI.

(4) Voir les listes en annexe 1.

1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽¹⁾

1.2.1. Remplaçants devenus députés : 22 (Art. L.O. 176 du code électoral)

Après :

- décès.....	1
- nomination à des fonctions ministérielles.....	21
- nomination au Conseil constitutionnel.....	-
- prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	-

1.2.2. Ministres reprenant leur mandat de députés ⁽²⁾ : 20

1.2.3. Élections partielles : - (Art. L.O. 178 du code électoral)

1.2.4. Sièges vacants au 19 juin 2012 : 29

Après :

- élections au Sénat.....	13
- élections au Parlement européen	2 ⁽³⁾
- démission volontaire	11
- absence de suppléant.....	3

1.3. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
En instance au 1 ^{er} octobre 2011	-	-
Enregistrées en cours de période	-	-
Requêtes :		
- devenues sans objet	-	-
- rejetées.....	-	-
- suivies d'annulation	-	-

(1) Voir annexe I.

(2) En application de l'article 25 de la Constitution (loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008).

(3) Conformément à la loi n° 2011-575 du 26 mai 2011 relative à l'élection des représentants au Parlement européen .

1.4. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions confiées au cours de la période	5 ⁽²⁾
Missions en cours au 1 ^{er} juin 2012	-

1.5. Immunités parlementaires

1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale	-
--	---

1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale.....	-
---	---

1.6. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	-
--	---

(1) Voir annexe II.

(2) Trois missions ont pris fin lors de la démission du Gouvernement Fillon par le décret du 10 mai 2012 (JO du 11 mai 2012).

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽²⁾	Évaluation et contrôle	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2011-2012 ⁽¹⁾ (séances du 3 octobre 2011 au 7 mars 2012)	78	147	559 h 35	360 h 50	113 h 40	14 h 05	55 h 35	12 h 45	2 h 40

2.2.1. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nbre de documents	Nbre de pages	Nbre de documents	Nbre de pages	Nbre de documents	Nbre de pages
Projets de loi	64	2 312	10	1 428	74	3 740
Propositions de loi	333	3 816	-	-	333	3 816
Propositions de résolution	45	504	-	-	45	504
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	26	2 592	-	-	26	2 592
Rapports	141	11 712	59	7 382	200	19 094
Autres rapports	17	3 652	-	-	17	3 652
Avis	5	324	63	5 420	68	5 744
Rapports d'information	102	15 390	-	-	102	15 390
Totaux	733	40 302	132	14 230	865	54 532

(1) L'Assemblée nationale a suspendu ses travaux du 22 décembre 2011 au 10 janvier 2012, puis à partir du 7 mars 2012.

(2) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances pour 2012.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions du 1^{er} octobre 2011 au 19 juin 2012

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Réunions										
Nombre	35	40	47	44	26	32	88	52	10	374
Durée	59 h 00	67 h 00	55 h 00	72 h 00	38 h 00	46 h 30	118 h 45	52 h 15	16 h 30	525 h 00
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>22 h 30</i>	<i>16 h 30</i>	<i>11 h 10</i>	<i>12 h 30</i>	<i>21 h 30</i>	<i>6 h 40</i>	<i>72 h 00</i>	<i>16 h 30</i>	<i>///</i>	<i>179 h 20</i>
<i>dont commission élargie ⁽¹⁾</i>	<i>8 h 30</i>	<i>6 h 30</i>	<i>2 h 15</i>	<i>7 h 30</i>	<i>2 h 30</i>	<i>1 h 40</i>	<i>40 h 00</i>	<i>14 h 25</i>	<i>///</i>	<i>40 h 00</i>
Auditions										
Membres du Gouvernement	3	6	7	11	6	3	11	1		48
Autres personnalités	23	22	13	31	33	25	16	19	46	228
<i>dont auditions publiques :</i>										
- Membres du Gouvernement	3	1	5	8	-	3	-	1		21
- Autres personnalités	23	13	-	22	-	23	11	19		111
Total des auditions	26	28	20	42	39	28	27	20	46	276
Examen des textes										
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	1	8	8	1	1	3	4	3		29
Propositions de loi	24	42	-	61	10	17	10	125		289
Propositions de résolution	2	3	6	3	1	-	5	5	6	26
<i>dont propositions européennes</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>3</i>				<i>5</i>	<i>6</i>		<i>16</i>
Total des textes examinés	27	53	14	65	12	20	14	134		348
Textes adoptés définitivement :										
Projets de loi	1	1	32	2	1	3	4	5		49
Propositions de loi	3	1	-	4	1	2	-	8		19
Propositions de résolution	1	1	3	-	-	1	4	6		16
<i>dont propositions européennes</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>4</i>	<i>6</i>		<i>15</i>
Total des textes adoptés définitivement	5	3	35	6	2	6	8	19		84
Rapports déposés										
En première lecture :										
sur des projets de loi	1	1	31	2	1	3	6	7	-	52
sur des propositions de loi	6	4	-	9	-	2	-	11	1	33
sur des propositions de résolution	-	1	-	-	-	-	2	1	-	4
<i>dont propositions européennes</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>2</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>4</i>
Total des rapports déposés en 1^{ère} lecture	7	6	31	11	1	5	8	19	1	89
<i>dont rapports conjoints</i>			<i>1</i>							
En deuxième lecture et lectures suivantes :										
sur des projets de loi	-	1	2	3	-	-	4	5	-	15
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	3	-	8	-	11
Total	-	1	2	3	-	3	4	13	-	26
Rapports d'application (art. 145, al. 7)	1	1	1	4	-	2	-	49	-	58
Total des rapports	8	8	34	18	1	10	12	81	1	173
Annexes au rapport général	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	49	<i>///</i>	<i>///</i>	49
Avis										
sur le PLF de l'année	11	12	8	7	8	7	-	9	-	62
sur d'autres PLF	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1
sur des projets de loi	-	-	-	-	1	-	1	-	-	2
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Total	11	12	8	8	9	7	1	9		65
Missions d'information										
Rapports d'information déposés	5	2	11	3	4	3	9	5	-	45
Rapports d'information budgétaires	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-

(1) Voir annexe III

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. - Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
Commissions saisies au fond :						
- projets de loi	37	13	1	-	-	51
- propositions de loi	19	5	5	4	-	33
- propositions de résolution.....	2	1	1	-	-	4
<i>dont résolutions européennes</i>	2	1	1	-	-	4
Total	58	19	7	4	-	88
Commissions saisies pour avis :						
- projets de loi.....	2	-	-	-	-	2
- propositions de loi	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution.....	-	-	-	-	-	-
<i>dont résolutions européennes</i>	-	-	-	-	-	-
Total	2	-	-	-	-	2

2.3.2.2. - Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
Commissions des finances :						
- rapporteur général.....	8	-	-	-	-	8
- rapporteurs spéciaux.....	30	15	1	3	-	49
Autres commissions (avis) :						
- sur la loi de finances annuelle.....	40	16	3	4	-	63
-sur les autres lois de finances.....	1	-	-	-	-	1

2.3.2.3. - Rapports d'information ⁽¹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
- Rapports d'information des commissions permanentes ...	41	23	-	2	-	66
- Rapports d'information budgétaires	3	1	-	-	-	4

2.3.2.4. - Rapports d'application

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
	57	57	-	1	-	115

2.3.3. Avis donnés par les commissions aux nominations envisagées par le Président de la République 7

⁽¹⁾ Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'information créées par la Conférence des Présidents, aux missions d'informations communes, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe IV du présent bulletin.

2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	21	29 h 30	1	35	3

2.4.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	18	81 h 45	3	324	7

2.5. Autres commissions

2.5.1. Commission des affaires européennes

2.5.1.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
25	41 h 30	4	4	26	345	7

2.5.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽¹⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2011	379
Textes transmis durant la période	1 215
Textes retirés ou devenus définitifs	202
Textes en instance au 19 juin 2012.....	659

2.5.2. Comité d'évaluation et de contrôle

Nombre de réunions	Durée	Nombre de rapports déposés	Auditions de membres du Gouvernement	Auditions d'autres personnalités
7	13 h 15	12	-	2

(1) Voir annexe V la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution. Voir aussi, ci-après, 3.4 : Répartition par groupe des propositions de résolution.

2.5.3. Commissions d'enquête ⁽¹⁾

– Commissions constituées durant la période	1
– Rapports déposés	2

2.5.4. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

(1) Voir annexe VI la liste et les travaux des commissions d'enquête.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. État d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 1 ^{er} octobre 2011	39	6	45
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2011	71	18	89
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2011.....	6	1	7
Total	116	25	141
Textes retirés.....	16	-	16
Total des textes pris en compte	100	25	125

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale .	///	-	-	9	1	10
	Au Sénat	15	-	-	-	3	18
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale .	18	-	1	-	1	20
	Au Sénat	///	1	-	-	-	1
Total		33	1	1	9	5	49
Rejets		-	-	-	-	-	-

En instance au 19 juin 2012	En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale.....	55	1	-	-	-	56
Au Sénat ⁽²⁾	20	-	-	-	-	20
Total						76

(1) Il s'agit uniquement des projets de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés en premier lieu à l'Assemblée et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2011	279	12	291 ⁽²⁾
<i>Dont transmis pour avis au Conseil d'État</i>	7		7
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2011	1456	57	1513
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2011.....	27	5	32
Total.....	1762	74	1836
Textes retirés.....	2	-	2
Total des textes pris en compte	1760	74	1834

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale..	///	1	-	3	-	4
	Au Sénat.....	7	1	-	-	2	10
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale..	2	-	-	1	1	4
	Au Sénat.....	///	1	-	-	-	1
Total.....		9	3	-	4	3	19

Rejets							14 ⁽³⁾
---------------------	--	--	--	--	--	--	-------------------

En instance au 19 juin 2012	En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale.....	1770	3				1773
Au Sénat.....	36 ⁽⁴⁾	2				38
Total.....	1806	5				1811

(1) Il s'agit uniquement des propositions de lois déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 18 propositions de loi constitutionnelle et 8 propositions de loi organique.

(3) Voir annexe VII la liste des propositions de loi rejetées.

(4) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées en 1^{er} lieu à l'Assemblée et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	125	49	51
Propositions de loi	1834	19	16
Total	1959	68	67

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins d'1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale...	6	4	5	9	3	1	-	-	108 jours
	Dépôts Sénat	2	-	-	10	3	2	4	-	264 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale...	1	2	-	5	1	1	1	3	324 jours
	Dépôts Sénat	-	-	-	1	1	1	1	1	436 jours

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Enregistrées	227	25	22	12	3	289
Irrecevables au dépôt	-	-	-	-	-	-
Déposées	227	25	22	12	3	289
Retirées	2	-	-	-	-	2
Irrecevables en séance :						
- Art. 40 C.....	-	-	-	-	-	-
- Art. 41 C.....	-	-	-	-	-	-
Rejetées.....	-	7	5	2	-	14
Adoptées définitivement	13	-	-	1	-	14

(1) Voir annexe VIII la liste chronologique des lois promulguées.

(2) Dont 32 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

(3) Voir annexe VII la liste des propositions de loi rejetées.

3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Modification du Règlement :						
. déposées	-	-	-	-	-	-
. rejetées	-	-	-	-	-	-
. adoptées.....	-	-	-	-	-	-
Constitution de commission d'enquête :						
. déposées	3	1	9	-	1	14
. retirées.....	-	-	-	-	-	-
. adoptées.....	1	-	-	-	-	1
Résolutions européennes :						
. déposées :	13	4	2	-	-	19
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes	9	1	-	-	-	7
- par un député	4	3	2	-	-	12
. rejetées.....	-	1	1	-	-	2
. considérées comme adoptées.....	13	1	-	-	-	14
. adoptées.....	1	-	-	-	-	1
Suspension de détention ou de poursuites :						
. déposées	-	-	-	-	-	-
. adoptées.....	-	-	-	-	-	-
Mise en accusation devant la Haute Cour :						
. déposées	-	-	-	-	-	-
. adoptées.....	-	-	-	-	-	-
Application Art. 34-1 de la Constitution						
. déposées	8	3	3	-	1	15
. retirées.....	-	-	-	-	-	-
. adoptées.....	2	1	-	-	-	3

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour ⁽¹⁾

4.1.1 Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2, C. ⁽²⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5, C.)

Nombre de séances	105
- soit en heures	385 h 45
Nombre de débats	2
Nombre de séances de questions	29
<i>dont</i>	
- questions d'actualité au Gouvernement	28
- questions orales sans débat.....	1
Nombre de textes examinés	97
<i>Dont</i>	
- projets de loi	77
<i>dont conventions</i>	39
- propositions de loi	19
- propositions de résolution	1

4.1.2. Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 3, C.) ⁽²⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al.5, C.)

Nombre de séances	17
- soit en heures	65 h 05
Nombre de débats	-
Nombre de séances de questions	6
- questions d'actualité au Gouvernement	6
Nombre de textes examinés	8
- par priorité à la demande du Gouvernement (en application de l'art. 48, al. 3, C.)	
<i>dont</i>	
- projets de loi	3
- autres	
<i>dont</i>	
- projets de loi	-
- propositions de loi	5
- propositions de résolution	-

(1) Voir annexe IX la liste des textes examinés.

(2) Voir annexe X calendrier de la session ordinaire 2011-2012.

4.1.3 Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al.4, C. ⁽¹⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al.5, C.)

Nombre de séances	19
- soit en heures.....	71 h 50
Nombre de débats	5
Nombre de séances de questions	9
<i>dont</i>	
- questions d'actualité au Gouvernement	4
- questions orales sans débat.....	5
- questions à un membre du gouvernement	-
Nombre de textes examinés	25
- par priorité à la demande du Gouvernement (en application de l'art. 48, al. 3, C.)	
<i>dont</i>	
- projets de loi	8
- propositions de loi	5
- autres	
<i>dont</i>	
- projets de loi	-
- propositions de loi	7
- propositions de résolution	5

4.1.4 Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'article 48, al. 5, C.) ⁽¹⁾

Nombre de séances	11
- soit en heures.....	38 h 35
Nombre de débats	3
Nombre de textes examinés	22
<i>dont</i>	
- projets de loi	-
- propositions de loi	19
- propositions de résolution	3

⁽¹⁾ Voir annexe IX, Ordre du jour partagé.

4.2. Procédures d'examen simplifiée (Art. 103 R.)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	29
- oppositions	1
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	28

4.3. Temps législatif programmé (Art. 49-5 R.) ⁽¹⁾

Textes pour lesquels la conférence des Présidents a fixé une durée maximale d'examen	2
--	---

4.4. Motions de procédure (Art. 91R., 122R. et 128R.) ⁽²⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Rejet préalable	33	-
Renvoi en commission.....	21	-
Motion référendaire.....	1	-
Demande d'ajournement.....	-	-

4.5. Secondes délibérations

Demandes :

- du Gouvernement	3
- d'une commission	-
- d'un député	-

(1) Voir annexe XI la liste des textes ayant l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé.

(2) Ces nombres concernent uniquement les motions discutées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

4.6. Commissions mixtes paritaires et procédures accélérées

4.6.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
. Première lecture (procédure accélérée, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale).....	14	5	19
. Deuxième lecture	-	2	2
. Lectures suivantes.....	-	-	-
Total.....	15	7	21
2. Rapports déposés :			
. Rapports positifs	5	4	9
. Rapports négatifs	9	3	12
Total.....	14	7	21
3. Suite de la procédure :			
. Adoption conforme sur le texte CMP.....	5	3	8
- dont à l'Assemblée Nationale.....	2	1	3
. avec amendements			
. sans amendement			
- dont au Sénat	3	2	5
. avec amendements	-	1	1
. sans amendement	-	-	-
. Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture.....	-	-	-
. Adoption en lecture définitive			
- dernier texte Assemblée nationale	10 ⁽²⁾	4	14 ⁽²⁾
. avec amendements		1	-
. sans amendement	-	3	-
- texte CMP.....			
. Textes restant en instance		-	-
Total.....	15	7	22⁽²⁾

4.6.2. Procédures accélérées

Procédures accélérées	26
dont :	
- sur des projets de loi	16
- sur des propositions de loi	10

(1) Voir annexe XII.

(2) Pour l'un des projets, la demande de procédure accélérée et le dépôt du rapport ont eu lieu sous la session 2010-2011, mais le projet a été adopté en lecture définitive à l'Assemblée nationale le 16 novembre 2011.

4.7. Amendements

4.7.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

Amendements transmis à la Présidence (1)	Gouv.	Cions	Députés (auteur ou premier signataire)					Total
			UMP	SRC	NC	GDR	NI	
Enregistrés	568	717	2 416	1 981	488	785	32	6 987
Irrecevables au dépôt :								
- Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances ou L.O relative au financement de la sécurité sociale) (2).....	///	32	250	182	116	120	1	701
Irrecevables en séance :								
- Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances (2)	///	-	-	-	-	-	-	-
- Art. 41 C. (3)	///	-	-	-	-	-	-	-
- Art. 44 C. (4)	///	-	-	-	-	-	-	-
- Art. 98, alinéa 5 R. (5).....	-	-	-	-	-	-	-	-
- Art. 127 R. (6)	-	-	-	-	-	-	-	-
Recevables	568	685	2 166	1 799	372	665	31	6 286
Retirés avant discussion	40	8	155	39	23	24		289
Adoptés	511	532	828	75	41	30		2 017

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(3) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi

(4) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission.

(5) Irrecevabilité des amendements "hors du cadre" du projet ou de la proposition de loi

(6) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

4.7.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitivement adoptés ⁽¹⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽²⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	40 ⁽³⁾	15	4	3	1	2	-	3

4.7.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session (*hors conventions*)

Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance		Total adoptions
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés	
Affaires culturelles	Projets	1	30	21	52	3	24
	Propositions	3	116	41	86	8	49
Affaires économiques	Projets	1	40	18	43	2	20
	Propositions	1	12	-	32	-	-
Affaires étrangères	Projets	-	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-	-
Affaires sociales	Projets	2	750 ⁽⁴⁾	283 ⁽⁴⁾	1 911	594	877
	Propositions	4	31	27	13	8	35
Défense	Projets	1	-	-	9	3	-
	Propositions	1	-	-	-	-	-
Développement durable	Projets	3	120	68	88	43	111
	Propositions	2	28	13	51	18	31
Finances	Projets	4	821 ⁽⁴⁾	288 ⁽⁴⁾	3 078	938	1 226
	Propositions	-	-	-	-	-	-
Lois	Projets	5	281 ⁽⁴⁾	205 ⁽⁴⁾	255	151	356
	Propositions	8	639	365	553	61	426

(1) Voir aussi annexe VII liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

(3) Dont 32 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux (art. 128 du Règlement).

(4) Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'article 42 alinéa 2 de la Constitution, sont examinés en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement.

4.8. Votes bloqués

Nombre de demandes.....	14
-------------------------	----

4.9. Procédures de vote

Scrutins publics ordinaires	71 ⁽¹⁾
<i>dont :</i>	
- <i>sur la prolongation d'une intervention des forces armées en application de l'article 35 de la Constitution.....</i>	-
- <i>sur des motions de procédure</i>	4
- <i>sur le passage à la discussion des articles.....</i>	-
- <i>sur une demande de constitution de commission spéciale.....</i>	-
- <i>sur des propositions de modification de l'ordre du jour</i>	-
- <i>sur des textes.....</i>	67
Scrutins publics à la tribune	-
Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances.....	1
<i>dont :</i>	
- <i>à l'Assemblée nationale</i>	1
- <i>au Congrès du Parlement</i>	-
Scrutins secrets	2

(1) Dont 40 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement (voir annexe XIII qui présente la liste chronologique des scrutins).

4.10. Incidents de séance

4.10.1. Rappels au Règlement.....	64
4.10.2. Faits personnels	-
4.10.3. Rappels à l'ordre	2
4.10.4. Peines disciplinaires	-

4.11. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	5
Application de l'article 41 de la Constitution.....	-
Application de l'article 54 de la Constitution.....	-
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	3
<i>Dont :</i>	
- <i>Lois organiques.....</i>	<i>2</i>
- <i>Règlements des Assemblées</i>	<i>1</i>
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	9
Application de l'article 74 de la Constitution.....	-

(1) Voir annexe XIV.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement suivies d'un débat ⁽¹⁾ 4

– dont suivies d'un vote..... -

5.2. Débats organisés dans le cadre du contrôle de l'action du Gouvernement et de l'évaluation des politiques..... 6

(1) Voir annexe XV la liste des déclarations et des débats, ainsi que la rubrique 6.1 Engagements de responsabilité.

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution	-
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	-
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.....	-

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.....	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.....	-

7

QUESTIONS

7. Questions

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement : 36 séances

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions posées	208	211	55	53	3	530

7.1.2. - Répartition par groupes des questions orales sans débat (6 séances)

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions posées	73	76	18	15	4	186

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées du 1^{er} octobre 2011 au 19 juin 2012

Groupes	UMP	S.R.C.	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions publiées.....	7 065	5 375	531	731	254	13 956
Nombre de questions après retrait..	7 010	5 362	529	727	252	13 880
Nombre de réponses	7 020	5 495	573	714	181	13 983

7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites "signalées" (21 semaines)

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et "signalées" chaque semaine de la session ordinaire à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	Total
Nombre de questions.....	164	168	42	38	412

N.B. - La répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites figure en annexe XVI.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Remplaçants devenus députés

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Décès : 23 mars 2012 (JO du 24 mars 2012)	Jean-Yves Besselat (UMP)	Seine-Maritime (7 ^e)	Édouard Philippe (UMP)	23 mars 2012 (J.O 24 mars 2012)
Nomination à des fonctions ministérielles : 28 septembre 2011 (J O 29 septembre 2011)	Édouard Courtial (UMP)	Oise (7 ^e)	Dominique Le Sourd (UMP)	29 octobre 2011 (J.O 30 octobre 2011)
16 juin 2012 (JO 17 juin 2012)	Jean-Marc Ayrault (SRC)	Loire-Atlantique (3 ^e)	Jean-Pierre Fougerat	
18 juin 2012 (JO 19 juin 2012)	Christiane Taubira (SRC)	Guyane 1 ^{ère}	Audrey Marie	
	Marisol Touraine (SRC)	Indre-et-Loire 3 ^e	Jean-Marie Beffara	
	Manuel Valls (SRC)	Essonne 1 ^{ère}	Carlos Da Silva	
	Arnaud Montebourg (SRC)	Saône-et-Loire 6 ^e	Rémi Chaintron	
	Aurélie Filippetti (SRC)	Moselle 8 ^e	Joëlle Borowski	
	Geneviève Fioraso (SRC)	Isère 1 ^{ère}	Patrice François	
	Marylise Lebranchu (SRC)	Finistère 4 ^e	Yvon Abiven	
	Victorin Lurel (SRC)	Guadeloupe 4 ^e	Louis Mussington	
	Valérie Fourneyron (SRC)	Seine-Maritime 1 ^e	Yvon Robert	
	Jérôme Cahuzac (SRC)	Lot-et-Garonne 3 ^e	Jean-Claude Gouget	
	George Pau-Langevin (SRC)	Paris 21 ^e	Jean-Yves Autexier	
	Alain Vidalies (SRC)	Landes 1 ^e	Florence Delaunay	
	Delphine Batho (SRC)	Deux-Sèvres 2 ^e	Jean-Luc Drapeau	
	François Lamy (SRC)	Essonne 6 ^e	Jérôme Guedj	
	Bernard Cazeneuve (SRC)	Manche 5 ^e	André Rouxel	
	Michèle Delaunay (SRC)	Gironde 2 ^e	Emmanuelle Ajon	
	Sylvia Pinel (SRC)	Tarn-et-Garonne 2 ^e	Jacques Moignard	
	Frédéric Cuvillier (SRC)	Pas-de-Calais 5 ^e	Thérèse Guilbert	

Ministres reprenant leur mandat de députés

Date	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Nom du ministre reprenant son siège de député	Date de proclamation
23 mars 2012 (JO 24 mars 2012)	Guy Malherbe (UMP)	Essonne 4 ^e	Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP)	23 mars 2012 (J.O 24 mars 2012)
16 juin 2012 (JO 17 juin 2012)	Marc Joulaud (UMP)	Sarthe 4 ^e	François Fillon	16 juin 2012 (JO 17 juin 2012)
17 juin 2012 (JO 19 juin 2012)	Bruno Bourg-Broc (UMP)	Marne 4 ^e	Benoist Apparu	17 juin 2012 (JO 19 juin 2012)
	Paul Jeanneteau (UMP)	Maine-et-Loire 1 ^{ère}	Roselyne Bachelot-Narquin	
	Gérard Menuel (UMP)	Aube 3 ^e	François Baroin	
	Pascale Gruny (UMP)	Aisne 2 ^e	Xavier Bertrand	
	Sophie Delong (UMP)	Haute-Marne 1 ^{ère}	Luc Chatel	
	Dominique Le Sourd (UMP)	Oise 7 ^e	Édouard Courtial	
	Joël Regnault (UMP)	Yvelines 12 ^e	David Douillet	
	Raymond Lancelin (UMP)	Indre-et-Loire 2 ^e	Claude Greff	
	Joseph Bossé (UMP)	Maine-et-Loire 7 ^e	Marc Laffineur	
	Guy Lefrand (UMP)	Eure 1 ^{ère}	Bruno Le Maire	
	Edwige Antier (UMP)	Paris 4 ^e	Pierre Lellouche	
	Michel Rossi (UMP)	Alpes-Maritimes 7 ^e	Jean Leonetti	
	Pascal Brindeau (NC)	Loir-et-Cher 3 ^e	Maurice Leroy	
	Paul Durieu (UMP)	Vaucluse 4 ^e	Thierry Mariani	
	Olivier Dosne (UMP)	Val-de-Marne 7 ^e	Marie-Anne Montchamp	
	Philippe Morenvillier (UMP)	Meurthe-et-Moselle 5 ^e	Nadine Morano	
	Yves Vandewalle (UMP)	Yvelines 2 ^e	Valérie Pécresse	
	Jean-Pierre Marcon (UMP)	Haute-Loire 1 ^{ère}	Laurent Wauquiez	

Sièges vacants

Cause de la vacance	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Date de vacance
Élections au Sénat : (J.O. 2 octobre 2011)	François Calvet (UMP)	Pyrénées-Orientales 3 ^e	1 ^{er} octobre 2011
	Michel Delebarre (SRC)	Nord 13 ^e	1 ^{er} octobre 2011
	Odette Duriez (SRC)	Pas-de-Calais 11 ^e	1 ^{er} octobre 2011
	Jacqueline Farreyrol (UMP)	La Réunion 3 ^e	1 ^{er} octobre 2011
	Pierre Frogier (UMP)	Nouvelle-Calédonie 2 ^e	1 ^{er} octobre 2011
	Catherine Génisson (SRC)	Pas-de-Calais 2 ^e	1 ^{er} octobre 2011
	Gaëtan Gorce (SRC)	Nièvre 2 ^e	1 ^{er} octobre 2011
	François Grosdidier (UMP)	Moselle 1 ^{re}	1 ^{er} octobre 2011
	Jean-Claude Lenoir (UMP)	Orne 2 ^e	1 ^{er} octobre 2011
	Jean-Claude Leroy (SRC)	Pas-de-Calais 3 ^e	1 ^{er} octobre 2011
	Alain Néri (SRC)	Puy-de-Dôme 2 ^e	1 ^{er} octobre 2011
	Sophie Primas (UMP)	Yvelines 9 ^e	1 ^{er} octobre 2011
	André Vallini (SRC)	Isère 9 ^e	1 ^{er} octobre 2011

Démission volontaire			
17 mai 2011 (J.O. 18 mai 2011)	Maxime Gremetz (NI)	Somme (1 ^{re})	17 mai 2011
22 novembre 2011 (J O 23 novembre 2011)	François Loos (UMP)	Bas-Rhin 9 ^e	26 novembre 2011
14 mai 2012 (J O 15 mai 2012)	François Hollande (SRC)	Corrèze 1 ^{ère}	15 mai 2012
4 juin 2012 (J O 5 juin 2012)	Laurent Fabius (SRC)	Seine Maritime 4 ^e	5 juin 2012
5 juin 2012 (J O 8 juin 2012)	Eric Berdoati (UMP)	Hauts-de-Seine 7 ^e	8 juin 2012
17 juin 2012 (J O 19 juin 2012)	Roselyne Bachelot-Narquin (UMP)	Maine-et-Loire 1 ^{ère}	19 juin 2012
	Luc Chatel (UMP)	Haute-Marne 1 ^{ère}	
	David Douillet (UMP)	Yvelines 12 ^e	
	Laurent Wauquiez (UMP)	Val-de-Marne 7 ^e	
	Nadine Morano (UMP)	Meurthe-et-Moselle 5 ^e	
	Marie-Anne Montchamp (UMP)	Haute-Loire 1 ^{ère}	
Élections au Parlement européen			
6 décembre 2011 (J O 7 décembre 2011)	Jean Roatta (UMP)	Bouches-du-Rhône 3 ^e	7 décembre 2011
6 décembre 2011 (J O 7 décembre 2011)	Yves Cochet (GDR)	Paris 11 ^e	7 décembre 2011
Absence de suppléant			
29 juin 2011 (J.O. 30 juin 2011)	François Sauvadet (NC) Nommé membre du Gouvernement	Côte-d'Or 3 ^e	30 juillet 2011
18 juin 2012 (J O 19 juin 2012)	Pierre Moscovici (SRC) Nommé membre du Gouvernement	Doubs 4 ^e	18 juin 2012
	Michel Sapin (SRC) Nommé membre du Gouvernement	Indre 1 ^{ère}	18 juin 2012

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Date du début et de la fin de la mission
Patrice Martin-Lalande (UMP) Loir-et-Cher	- Culture et communication	30 mai 2011- 29 novembre 2011
Yvan Lachaud (NC) Gard	- Justice et libertés - Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration	22 juillet 2011- 21 janvier 2012
Jean-Michel Fourgous (UMP) Yvelines	- Enseignement supérieur et recherche	26 août 2011 – 25 février 2012
Pierre Morel-A-l'Huissier (UMP) Lozère	- Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	15 septembre 2011 – 14 mars 2012
Pascal Brindeau (Nouveau Centre) Loir-et-Cher	- Fonction publique	3 novembre 2011 – 2 mai 2012
Marie-Louise Fort (UMP) Yonne	- Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration	10 novembre 2011 – 28 mars 2012
Roland Blum (UMP) Bouches-du-Rhône	- Écologie, développement durable et transports - Industrie	10 janvier 2012 ⁽¹⁾
André Flajolet (UMP) Pas-de-Calais	- Écologie, développement durable et transports	16 janvier 2012 ⁽¹⁾
Michel Hunault (NC) Loire-Atlantique	- Affaires étrangères et européennes	20 janvier 2012 ⁽¹⁾

(1) Ces trois missions ont pris fin suite à la démission du Gouvernement Fillon par le décret du 10 mai 2012 (JO du 11 mai 2012).

Annexe III

Commissions élargies

Commissions élargies	Durée	FIN.	CULT.	ECO.	AFET	SOC.	DEF.	DEVE.	LOIS
Politique des territoires	1 h 40	*						*	
Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales	3 h 30	*		*					
Immigration, asile et intégration	2 h 15	*			*				*
Sécurité	2 h 30	*					*		*
Relations avec les collectivités territoriales	2 h 30	*							*
Justice	2 h 30	*							*
Enseignement scolaire	2 h 45	*	*						
Sport, jeunesse et vie associative	3 h 10	*	*						
Culture	2 h 35	*	*						
Solidarité, insertion et égalité des chances	2 h 25	*				*			
Ville et Logement	3 h 00	*		*		*			
Direction de l'action du Gouvernement - Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État	3 h 05	*							
Santé	2 h 05	*				*			
Engagements financiers de l'État	1 h 20	*							
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	2 h 30	*							*
Administration générale de l'État	0 h 55	*							*
Sécurité civile	1 h 15	*							*
Total	40 h 00	40 h 00	8 h 30	6 h 30	2 h 15	7 h 30	2 h 30	1 h 40	14 h 25

Annexe IV

Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Financement des politiques culturelles de l'État par des ressources affectées	1	1 h 15	-	-	3798 12.10.2011
Soutenabilité de l'évolution de la masse salariale de la fonction publique	1	1 h 15	1	-	3797 12.10.2011
Financements extrabudgétaires de la recherche et de l'enseignement supérieur	2	2 h 15	1	-	4031 07.12.2011

Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Prévention sanitaire	13	36 h 00	1	75	4334 08.02.2012

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
				Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Mise en oeuvre de la réforme de l'audiovisuel extérieur de la France	CULT. + AFET.	10.02.2011	10.02.2011	3	4 h 45	1	5	4456 07.03.2012

Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4 du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Compétitivité de l'économie française et financement de la protection sociale ⁽¹⁾	11.01.2011	25.01.2011	1	1 h 30	-	-	3929 9.11.2011
Analyse des causes des accidents de la circulation et prévention routière	25.05.2011	14.06.2011	4	6 h 45	1	-	3864 19.10.2011

⁽¹⁾ Pour la session 2010-2011, on compte 19 réunions pour une durée de 34 h 15, comprenant les auditions de deux membres du Gouvernement et de 69 autres personnes.

Annexe V

Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet de la résolution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Taxe affectée au profit des sociétés de course dans le cadre de l'ouverture à la concurrence des jeux en ligne	N ^o 3534 (FIN.)	20 novembre 2011
L'Union européenne et le G20	N ^o 3785 (FIN.)	20 novembre 2011
Services d'intérêt économique général	N ^o 3855 (3963, AFF. ECO.)	3 décembre 2011
Adhésion de la Croatie à l'Union européenne	N ^o 3886 (AFF. ETR.)	18 décembre 2011
Mise en place d'un système européen de collecte et de traitement des données des dossiers passagers	N ^o 3962 (LOIS)	23 décembre 2011
Négociations du cycle de Doha et avenir de l'Organisation mondiale du commerce	N ^o 4012 (AFF. ETR.)	14 janvier 2012
Etablissement de certaines règles communes de contrôle aux frontières intérieures dans des circonstances exceptionnelles	N ^o 4156 (LOIS)	27 février 2012
Taxe sur les transactions financières	N ^o 4289 (FIN.)	17 mars 2012
Assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés	N ^o 4291 (FIN.)	17 mars 2012
Protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données	N ^o 4227 (LOIS)	23 mars 2012
Relations entre l'Union européenne et la Chine	N ^o 4406 (AFF. ETR.)	8 avril 2012
Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'attribution de contrats de concession	N ^o 4416 (LOIS)	13 avril 2012
Droit d'accès à un avocat dans le cadre de procédures pénales	N ^o 4451 (LOIS)	22 avril 2012
Enjeux européens de la numérisation de l'écrit	N ^o 4452 (AFF. CULT.)	22 avril 2012

Propositions de résolution adoptées en séance publique

Objet de la résolution	N^{os} des propositions de résolution (n° du rapport, commission saisie au fond)	Date d'adoption
Avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 562/2006 afin d'établir des règles communes relatives à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures dans des circonstances exceptionnelles	N° 3765 (LOIS)	8 novembre 2011

Annexe VI

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	N° et date de dépôt du rapport
Produits financiers à risque souscrits par les acteurs publics locaux	SRC	8 juin 2011	22 juin 2011	4030 06.12.2011
Mécanismes de financement des organisations syndicales d'employeurs et de salariés	Nouveau Centre	8 juin 2011	12 juillet 2011	La commission a rejeté le rapport le 30.11.2011
Modalités, financement et impact sur l'environnement du projet de rénovation du réseau express régional d'Île-de-France	UMP	6 décembre 2011	14 décembre 2011	4458 07.03.2012

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Auditions	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
Produits financiers à risque souscrits par les acteurs publics locaux	17	31 h 45	1	83
Mécanismes de financement des organisations syndicales d'employeurs et de salariés	20	40 h 00	-	70
Modalités, financement et impact sur l'environnement du projet de rénovation du réseau express régional d'Île-de-France	25	39 h 15	2	74

Annexe VII

Propositions de loi rejetées

1. Proposition de loi (n° 3690) visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbures non conventionnels et à assurer plus de transparence dans le code minier (1^{re} séance du 6 octobre 2011 et 1^{re} séance du 11 octobre 2011) ;
2. Proposition de loi (n° 3574) tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone (2^e séance du 6 octobre 2011 et 1^{re} séance du 11 octobre 2011) ;
3. Proposition de loi (n° 3693) pour une urbanité réussie, de jour comme de nuit (1^{re} et 2^e séances du 6 octobre 2011 et 1^{re} séance du 11 octobre 2011) ;
4. Proposition de loi (n° 3691) portant instauration d'une épreuve de "formation aux premiers secours" pour les candidats au diplôme national du brevet des collèges (3^e séance du 6 octobre 2011 et 1^{re} séance du 12 octobre 2011) ;
5. Proposition de loi (n° 3795) tendant à lutter contre la précarité professionnelle des femmes (1^{re} et 2^e séances du 17 novembre 2011 et 1^{re} séance du 22 novembre 2011) ;
6. Proposition de loi (n° 2673) relative au renforcement de la transparence de l'information en matière de sécurité du transport aérien civil et à la mise en oeuvre de la réglementation européenne relative aux enquêtes accidents (1^{re} séance du 17 novembre 2011 et 1^{re} séance du 22 novembre 2011) ;
7. Proposition de loi (n° 3792) relative à l'amélioration de l'indemnisation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles (2^e séance du 17 novembre 2011 et 1^{re} séance du 22 novembre 2011) ;
8. Proposition de loi constitutionnelle (n° 3817) établissant la responsabilité civile et pénale du Président de la République pour les actes commis antérieurement à sa prise de fonction ou détachables de celle-ci et supprimant la Cour de justice de la République (1^{re} séance du 1^{er} décembre 2011 et 2^e séance du 6 décembre 2011) ;
9. Proposition de loi organique (n° 3838) relative à la transparence de la vie publique et à la prévention des conflits d'intérêts (1^{re} et 2^e séances du 1^{er} décembre 2011 et 1^{re} séance du 7 décembre 2011) ;
10. Proposition de loi (n° 3866) relative à la transparence de la vie publique et à la prévention des conflits d'intérêts (1^{re} et 2^e séances du 1^{er} décembre 2011 et 1^{re} séance du 7 décembre 2011) ;
11. Proposition de loi (n° 3868) relative à l'encadrement des loyers et au renforcement de la solidarité urbaine (2^e séance du 1^{er} décembre 2011 et 1^{re} séance du 7 décembre 2011) ;
12. Proposition de loi (n° 3745) visant à encadrer le prix des produits alimentaires (2^e séance du 1^{er} décembre 2011 et 1^{re} séance du 7 décembre 2011) ;

13. Proposition de loi (n° 4087) tendant à prévenir le surendettement (1^{re} et 2^e séances du 26 janvier 2012) ;
14. Proposition de loi (n° 3914) visant à garantir un accès aux soins égal sur l'ensemble du territoire (1^{re} séance du 26 janvier 2012).

Annexe VIII

Liste chronologique des lois promulguées ^{(1) (2)}

1. 13 octobre 2011 - Loi n° 2011-1279 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Île de Man en vue d'éviter la double imposition des entreprises exploitant, en trafic international, des navires ou des aéronefs (J.O. du 14 octobre 2011) (Pj. S.).
2. 13 octobre 2011 - Loi n° 2011-1280 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, au titre des Antilles néerlandaises, relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 14 octobre 2011) (Pj. S.).
3. 13 octobre 2011 - Loi n° 2011-1281 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Belize relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 14 octobre 2011) (Pj. S.).
4. 13 octobre 2011 - Loi n° 2011-1282 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des îles Cook relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 14 octobre 2011) (Pj. S.).
5. 13 octobre 2011 - Loi n° 2011-1283 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion (J.O. du 14 octobre 2011) (Pj. S.).
6. 13 octobre 2011 - Loi n° 2011-1284 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 14 octobre 2011) (Pj. S.).
7. 13 octobre 2011 - Loi n° 2011-1285 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 14 octobre 2011) (Pj. S.).
8. 13 octobre 2011 - Loi n° 2011-1286 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Libéria relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 14 octobre 2011) (Pj. S.).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la constitution

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

9. 13 octobre 2011 - Loi n° 2011-1287 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Anguilla relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 14 octobre 2011) (Pj. S.).
10. 13 octobre 2011 - Loi n° 2011-1288 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 14 octobre 2011) (Pj. S.).
11. 27 octobre 2011 - Loi n° 2011-1370 autorisant l'approbation du protocole d'amendement à la convention du Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (J.O. du 28 octobre 2011) (Pj. AN).
12. 2 novembre 2011 - Loi n° 2011-1416 de finances rectificative pour 2011 (J.O. du 3 novembre 2011) (Pj. AN) (1adt).
13. 2 décembre 2011 - Loi n° 2011-1709 autorisant l'adhésion au protocole sur les privilèges et immunités de l'Autorité internationale des fonds marins (J.O. du 3 décembre 2011) (Pj. S.).
14. 2 décembre 2011 - Loi n° 2011-1710 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Serbie, d'autre part (J.O. du 3 décembre 2011) (Pj. S.).
15. 5 décembre 2011 - Loi n° 2011-1749 relative au plan d'aménagement et de développement durable de Corse (J.O. du 6 décembre 2011) (Pj. S.) (22 adts).
16. 8 décembre 2011 - Loi n° 2011-1843 relative aux certificats d'obtention végétale (J.O. du 10 décembre 2011) (Pn. S.).
17. 13 décembre 2011* - Loi n° 2011-1862 relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (J.O. du 14 décembre 2011) (Pj. S.) (33 adts).
18. 20 décembre 2011 - Loi n° 2011-1898 relative à la rémunération pour copie privée (J.O. du 21 décembre 2011) (Pj. AN) (3 adts).
19. 21 décembre 2011* - Loi n° 2011-1906 de financement de la sécurité sociale pour 2012 (J.O. du 22 décembre 2011) (Pj. AN) (508 adts).
20. 26 décembre 2011 - Loi n° 2011-1940 visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants (J.O. du 27 décembre 2011) (Pn AN).
21. 28 décembre 2011* - Loi n° 2011-1977 de finances pour 2012 (J.O. du 29 décembre 2011) (Pj. AN) (573 adts).
22. 28 décembre 2011* - Loi n° 2011-1978 de finances rectificative pour 2011 (J.O. du 29 décembre 2011) (Pj. AN) (253 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la constitution

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

23. 28 décembre 2011 - Loi n° 2011-1979 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (J.O. du 29 décembre 2011) (Pj. AN).
24. 28 décembre 2011 - Loi n° 2011-1980 autorisant la ratification de l'accord monétaire entre la République française et l'Union européenne relatif au maintien de l'euro à Saint-Barthélemy à la suite de son changement de statut au regard de l'Union européenne (J.O. du 29 décembre 2011) (Pj. AN).
25. 29 décembre 2011 - Loi n°2011-2012 relative au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (J.O. du 30 décembre 2011) (Pj. AN) (86 adts).
26. 29 décembre 2011 - Loi n° 2011-2013 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (J.O. du 30 décembre 2011) (Pj. AN).
27. 29 décembre 2011 - Loi n° 2011-2014 autorisant la ratification de l'accord de passation conjointe de marché en vue de la désignation par adjudication de plates-formes d'enchères communes (J.O. du 30 décembre 2011) (Pj. S.).
28. 29 décembre 2011 - Loi n° 2011-2015 autorisant la ratification de l'accord de passation conjointe de marché en vue de la désignation par adjudication d'une instance de surveillance des enchères (J.O. du 30 décembre 2011) (Pj. S.).
29. 24 janvier 2012 - Loi n° 2012-77 relative à Voies navigables de France (J.O. du 25 janvier 2012) (Pj. S.) (7 adts).
30. 1^{er} février 2012 – Loi n° 2012-157 relative à l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste, pharmacien et sage-femme pour les professionnels titulaires d'un diplôme obtenu dans un État non membre de l'Union européenne (J.O. du 2 février 2012) (Pn AN) (1 adt).
31. 1^{er} février 2012 – Loi n° 2012-158 visant à renforcer l'éthique du sport et les droits des sportifs (J.O. du 2 février 2012) (Pn S.) (3 adts).
32. 13 février 2012 * – Loi organique n° 2012-208 portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature (J.O. du 14 février 2012) (Pj. AN) (2 adts).
33. 17 février 2012 – Loi n° 2012-226 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des condamnés (J.O. du 18 février 2012) (Pj. S.).
34. 17 février 2012 – Loi n° 2012-227 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco relative à l'approvisionnement de la Principauté de Monaco en électricité (J.O. du 18 février 2012) (Pj. S.).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la constitution

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

35. 22 février 2012 – Loi n° 2012-260 2012 portant réforme des ports d’outre-mer relevant de l’État et diverses dispositions d’adaptation de la législation au droit de l’Union européenne dans le domaine des transports (J.O. du 25 février 2012) (Pj. AN) (14 adts).
36. 28 février 2012 * – Loi organique n° 2012-272 relative au remboursement des dépenses de campagne de l’élection présidentielle (J.O. du 29 février 2012) (Pj. AN).
37. 28 février 2012 – Loi n° 2012-273 fixant au 11 novembre la commémoration de tous les morts pour la France (J.O. du 29 février 2012) (Pj. AN) (3 adts).
38. 29 février 2012 – Loi n° 2012-281 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale (J.O. du 1^{er} mars 2012) (Pn. AN) (11 adts).
39. 1^{er} mars 2012 – Loi n° 2012-287 relative à l’exploitation numérique des livres indisponibles du XX^e siècle (J.O. du 2 mars 2012) (Pn. S) (3 adts).
40. 5 mars 2012 – Loi n° 2012-300 relative aux recherches impliquant la personne humaine (J.O. du 29 février 2012) (Pj. AN) (61 adts).
41. 5 mars 2012 – Loi n° 2012-301 au suivi des enfants en danger par la transmission des informations (J.O. du 29 février 2012) (Pj. AN) (1 adt).
42. 6 mars 2012 – Loi n° 2012-304 relative à l’établissement d’un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif (J.O. du 7 mars 2012) (Pn AN) (38 adts)
43. 7 mars 2012 – Loi n° 2012-316 autorisant l’approbation de la convention d’entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise (J.O. du 8 mars 2012) (Pj. AN).
44. 7 mars 2012 – Loi n° 2012-317 autorisant l’approbation de l’accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l’Union des Comores instituant un partenariat de défense (J.O. du 8 mars 2012) (Pj. AN).
45. 7 mars 2012 – Loi n° 2012-318 autorisant l’approbation de l’accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d’Allemagne relatif à la Brigade franco-allemande (J.O. du 8 mars 2012) (Pj. AN).
46. 7 mars 2012 – Loi n° 2012-319 autorisant l’approbation de l’accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d’Arabie saoudite en vue d’éviter les doubles impositions en matière d’impôts sur le revenu, sur les successions et sur la fortune (J.O. du 8 mars 2012) (Pj. AN).
47. 7 mars 2012 – Loi n° 2012-320 autorisant l’approbation de l’accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l’île Maurice tendant à éviter les doubles impositions en matière d’impôts sur le revenu et la fortune (J.O. du 8 mars 2012) (Pj. AN).
48. 7 mars 2012 – Loi n° 2012-321 autorisant la ratification de l’avenant à la convention entre la République française et la République d’Autriche en vue d’éviter les doubles impositions et de prévenir l’évasion fiscale en matière d’impôts sur le revenu et sur la fortune (J.O. du 8 mars 2012) (Pj. AN).

(1) Les lois dont la date est suivie d’un astérisque ont fait l’objet d’une décision du Conseil constitutionnel en application de l’article 61 de la constitution

(2) Le titre de la loi est, s’il y a lieu, suivi du nombre d’amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l’Assemblée nationale.

49. 7 mars 2012 – Loi n° 2012-322 autorisant l'approbation des amendements à l'article 1^{er} et à l'article 18 de l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (J.O. du 8 mars 2012) (Pj. AN).
50. 7 mars 2012 – Loi n° 2012-323 autorisant la ratification de la décision du Conseil européen modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro (J.O. du 8 mars 2012) (Pj. AN).
51. 7 mars 2012 – Loi n° 2012-324 autorisant la ratification du traité instituant le mécanisme européen de stabilité (J.O. du 8 mars 2012) (Pj. AN).
52. 7 mars 2012 – Loi n° 2012-325 portant diverses dispositions d'ordre cynégétique (J.O. du 8 mars 2012) (Pn AN) (21 adts).
53. 7 mars 2012 – Loi n° 2012-326 relative aux formations supplétives des forces armées (J.O. du 8 mars 2012) (Pn S.).
54. 9 mars 2012 – Loi n° 2012-338 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque relatif à la coopération en matière administrative (J.O. du 10 mars 2012) (Pj. S.).
55. 9 mars 2012 – Loi n° 2012-339 modifiant la loi n° 99-418 du 26 mai 1999 créant le Conseil national des communes « Compagnon de la Libération » (J.O. du 10 mars 2012) (Pn AN).
56. 12 mars 2012 – Loi n° 2012-344 autorisant la ratification du traité entre le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, le Royaume des Pays-Bas et la République portugaise, portant création de la force de gendarmerie européenne EUROGENDFOR (J.O. du 13 mars 2012) (Pj. AN).
57. 12 mars 2012 – Loi n° 2012-345 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (J.O. du 13 mars 2012) (Pj. AN).
58. 12 mars 2012 – Loi n° 2012-346 relative aux mesures conservatoires en matière de procédures de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et aux biens qui en font l'objet (J.O. du 13 mars 2012) (Pn AN) (5 adts).
59. 12 mars 2012 – Loi n° 2012-347 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (J.O. du 13 mars 2012) (Pj. S.) (37 adts).
60. 12 mars 2012 – Loi n° 2012-348 tendant à faciliter l'organisation des manifestations sportives et culturelles (J.O. du 13 mars 2012 et J.O. du 20 mars 2012 (rect.) (Pn AN) (2 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la constitution

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

61. 14 mars 2012 – Loi n° 2012-354 de finances rectificative pour 2012 (J.O. du 15 mars 2012) (Pj. AN) (111 adts).
62. 14 mars 2012 – Loi n° 355 relative à la gouvernance de la sécurité sociale et à la mutualité (J.O. du 15 mars 2012) (Pn AN) (1 adt).
63. 19 mars 2012*- Loi n° 2012-375 relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports (J.O. du 20 mars 2012) (Pn AN) (18 adts)
64. 20 mars 2012 - Loi n° 2012-376 relative à la majoration des droits à construire (J.O. du 21 mars 2012) (Pj. AN) (2 adts).
65. 22 mars 2012*- Loi n° 2012-387 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives (J.O du 23 mars 2012) (Pn AN) (114 adts).
66. 28 mars 2012* - Loi n° 2012-409 du 27 mars 2012 de programmation relative à l'exécution des peines (J.O. du 28 mars 2012) (Pj. AN) (22 adts).
67. 28 mars 2012* - Loi n° 2012-410 du 27 mars 2012 relative à la protection de l'identité (J.O. du 28 mars 2012) (Pn S.) (1 adt).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la constitution

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

Annexe IX - Ordre du jour partagé

Textes examinés en application de l'article 48, al. 3 C.

par priorité à la demande du Gouvernement :

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2011 (n°4) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2012.

autres :

- Proposition relative aux certificats d'obtention végétale ;
- Proposition visant à sanctionner la violation du secret des affaires ;
- Proposition visant à consacrer le droit au rapprochement familial pour les détenus condamnés ;
- Proposition relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de transport de passagers ;
- Proposition visant à permettre aux salariés de faire don d'heures de réduction de temps de travail ou de récupération à un parent d'enfant gravement malade ;

Textes examinés en application de l'article 48, al. 4 C.

par priorité à la demande du Gouvernement :

- Proposition relative aux mesures conservatoires en matière de procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et aux biens qui en font l'objet ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2012 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2012 (lecture définitive) ;
- Proposition relative à la protection de l'identité (lecture définitive) ;
- Proposition relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives (lecture définitive) ;
- Proposition relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de transport de passagers (lecture définitive) ;
- Projet de loi de programme pour l'exécution des peines (lecture définitive) ;
- 4 projets de loi autorisant l'approbation de traités internationaux ;
- Projet relatif à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique (Texte de la CMP) ;
- Proposition tendant à faciliter l'organisation des manifestations sportives et culturelles (texte de la CMP) ;

autres :

- Proposition de résolution réaffirmant la position abolitionniste de la France en matière de prostitution ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux modalités de fonctionnement, au financement ainsi qu'à l'impact sur l'environnement du projet de rénovation du RER d'Île-de-France ;
- Proposition relative à la sécurité des mineurs accueillis dans le cadre d'un séjour à l'étranger ;
- Proposition de résolution portant sur la reconnaissance d'une présomption de lien de causalité entre l'exposition aux radiations suite à un accident nucléaire et la maladie ou le décès ;

- Proposition relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives (nouvelle lecture) ;
- Proposition de résolution relative à la mise en œuvre du principe de précaution ;
- Proposition relative à la protection de l'identité (nouvelle lecture) ;
- Proposition relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif (2e lecture) ;
- Proposition de résolution visant à développer le « Fabriqué en France » et à déterminer la notion d'origine des produits ;
- Proposition relative à la gouvernance de la sécurité sociale et à la mutualité ;
- Proposition sur l'enfance délaissée et l'adoption ;
- Proposition tendant à renforcer l'effectivité de la peine complémentaire d'interdiction du territoire français et visant à réprimer les délinquants réitérants.

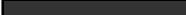
Textes examinés en application de l'article 48, al. 5 C.

- Proposition visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbures non conventionnels et à assurer plus de transparence dans le code minier ;
- Proposition pour une urbanité réussie de jour comme de nuit ;
- Proposition tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'Hexagone ;
- Proposition visant à suspendre la fabrication, l'importation, l'exportation et la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A ;
- Proposition portant instauration d'une épreuve de « formation aux premiers secours » pour les candidats au diplôme national du brevet des collèges ;
- Proposition relative au renforcement de la transparence de l'information en matière de sécurité du transport aérien civil et à la mise en œuvre de la réglementation européenne relative aux enquêtes accidents ;
- Proposition relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 ;
- Proposition tendant à lutter contre la précarité professionnelle des femmes ;
- Proposition relative à l'amélioration de l'indemnisation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles ;
- Proposition tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant, d'un conjoint ou d'un parent proche ;
- Proposition de résolution européenne relative à la mise en place d'un fonds européen de développement social, solidaire et écologique ;
- Proposition constitutionnelle établissant la responsabilité civile et pénale du Président de la République pour les actes commis antérieurement à sa prise de fonction ou détachables de celle-ci, et supprimant la Cour de justice de la République ;
- Proposition organique et proposition relatives à la transparence de la vie publique et à la prévention des conflits d'intérêts ;
- Proposition relative à l'encadrement des loyers et au renforcement de la solidarité urbaine ;
- Proposition visant à encadrer les prix des produits alimentaires ;
- Proposition de résolution portant sur l'accessibilité universelle pour les personnes en situation de handicap ;
- Proposition sur le financement des comités d'entreprises ;
- Proposition sur la prévention du surendettement ;
- Proposition relative aux recherches impliquant la personne humaine (CMP) ;
- Proposition sur la réforme de la biologie médicale ;
- Proposition visant à garantir un accès aux soins égal sur l'ensemble du territoire ;
- Proposition de résolution européenne pour la relance européenne et le renforcement du contrôle démocratique.

Annexe X

CALENDRIER DE LA SESSION ORDINAIRE 2011- 2012 arrêté par les Conférences des Présidents des 27 septembre 2011 et 31 janvier 2012

2011			2012		
OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
S 1	M 1 Férié	J 1	D 1 Férié	M 1	J 1
D 2	M 2	V 2	L 2	J 2	V 2
L 3	J 3	S 3	M 3	V 3	S 3
M 4	V 4	D 4	M 4	S 4	D 4
M 5	S 5	L 5	J 5	D 5	L 5
J 6	D 6	M 6	V 6	L 6	M 6
V 7	M 7	M 7	S 7	M 7	M 7
S 8	M 8	J 8	D 8	M 8	J 8
D 9	M 9	V 9	L 9	J 9	V 9
L 10	J 10	S 10	M 10	V 10	S 10
M 11	V 11 Férié	D 11	M 11	S 11	D 11
M 12	S 12	L 12	J 12	D 12	L 12
J 13	D 13	M 13	V 13	L 13	M 13
V 14	L 14	M 14	S 14	M 14	M 14
S 15	M 15	J 15	D 15	M 15	J 15
D 16	M 16	V 16	L 16	J 16	V 16
L 17	J 17	S 17	M 17	V 17	S 17
M 18	V 18	D 18	M 18	S 18	D 18
M 19	S 19	L 19	J 19	D 19	L 19
J 20	D 20	M 20	V 20	L 20	M 20
V 21	L 21	M 21	S 21	M 21	M 21
S 22	M 22	J 22	D 22	M 22	J 22
D 23	M 23	V 23	L 23	J 23	V 23
L 24	J 24	S 24	M 24	V 24	S 24
M 25	V 25	D 25 Férié	M 25	S 25	D 25
M 26	S 26	L 26	J 26	D 26	L 26
J 27	D 27	M 27	V 27	L 27	M 27
V 28	L 28	M 28	S 28	M 28	M 28
S 29	M 29	J 29	D 29	M 29	J 29
D 30	M 30	V 30	L 30	V 30	V 30
L 31		S 31	M 31	S 31	S 31

	Semaine gouvernementale		Semaine de suspension
	Semaine de l'Assemblée nationale		Jour des groupes de l'opposition et minoritaires
	Semaine de contrôle		Budget / loi de financement sécurité sociale

Annexe XI

Liste des textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé

Date de la conférence des Présidents	Texte	Temps alloué (+ Temps NI) (1)	Temps utilisé (1)	Temps global de séance utilisé	Dates de discussion
20.09.2011	Pj. renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs (n° 3508)	25 h 00 (0 h 40)	17 h 35	33 h 40	29, 30 septembre 3-4-5-11 octobre 2011
20.12.2011	Projet de loi de programmation relatif à l'exécution des peines (n° 4001)	30 h 00 (0 h 50)	4 h 40	8 h 09	10-11-12-17 janvier 2012

(1) Ce temps n'inclut pas les interventions des Présidents des groupes (article 49, alinéa 8 du Règlement de l'Assemblée Nationale).

Annexe XII

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport - Première assemblée saisie	Suite de la procédure
<i>Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles</i> <i>Procédure accélérée</i> Pj. S. n° 3373 Après 1 ^{re} lecture	06.07.2011	Échec CMP	16.11.2011 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale
Projet de loi de finances rectificative pour 2011 (n° 3) Pj. AN n° 3804 Après 1 ^{re} lecture	20.10.2011	25.10.2011 (Assemblée nationale)	25.10.2011 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé <i>Procédure accélérée</i> Pj. AN n° 3714 Après 1 ^{re} lecture	15.11.2011	Échec CMP	19.12.2011 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale
Proposition de loi tendant à l'instauration d'un service citoyen pour les mineurs délinquants <i>Procédure accélérée</i> Pn AN n° 3707 Après 1 ^{re} lecture	10.11.2011	Échec CMP	15.12.2011 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 Pj. AN n° 3790 Après 1 ^{re} lecture	16.11.2011	Échec CMP	29.11.2011 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale
Projet de loi de finances pour 2012 Pj. AN n° 3775 Après 1 ^{re} lecture	12.12.2011	Échec CMP	21.12.2011 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale
Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu <i>Procédure accélérée</i> Pj. AN n° 4023 Après 1 ^{re} lecture	19.12.2011	Échec CMP	21.12.2011 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale
Projet de loi de finances rectificative pour 2011 (n° 4) Pj. AN n° 3952 Après 1 ^{re} lecture	19.12.2011	Échec CMP	21.12.2011 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale
Proposition de loi relative à la protection de l'identité Pn S. n° 3471 Après 2 ^e lecture	10.01.2012	12.01.2012 (Assemblée nationale) (1 adt) Rejet au Sénat le 26.01.2012	06.03.2012 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport - Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Projet de loi portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature <i>Procédure accélérée</i> Pj. AN org. Après 1 ^{re} lecture	10.01.2012	17.01.2012 (Assemblée nationale)	26.01.2012 Adoption au Sénat
Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine Pn AN n° 1372 Après 2 ^e lecture	17.01.2012	26.01.2012 (Assemblée nationale) (6 adts)	21.02.2012 Adoption au Sénat
Projet de loi organique relatif au remboursement des dépenses de campagne de l'élection présidentielle <i>Procédure accélérée</i> Pj. AN org n° 4017 Après 1 ^{re} lecture	18.01.2012	Échec CMP	07.02.2012 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale
Proposition de loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives <i>Procédure accélérée</i> Pn AN n° 3706 Après 1 ^{re} lecture	18.01.2012	Échec CMP	29.02.2012 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale
Projet de loi fixant au 11 novembre la commémoration de tous les morts pour la France <i>Procédure accélérée</i> Pj. AN n° 4079 Après 1 ^{re} lecture	31.01.2012	13.02.2012 (Sénat)	20.02.2012 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi portant réforme des ports d'outre-mer de l'État <i>Procédure accélérée</i> Pj. AN n° 3858 Après 1 ^{re} lecture	01.02.2012	07.02.2012 (Assemblée nationale)	13.02.2012 Adoption au Sénat
Proposition de loi relative à l'exploitation numérique des livres indisponibles au XXe siècle <i>Procédure accélérée</i> Pn S. n° 4065 Après 1 ^{re} lecture	01.02.2012	13.02.2012 (Sénat)	22.02.2012 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi de programmation relatif aux moyens nécessaires à la mise en œuvre de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire <i>Procédure accélérée</i> Pj. AN n° 4001 Après 1 ^{re} lecture	08.02.2012	Échec CMP	29.02.2012 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique <i>Procédure accélérée</i> Pj. S n° 4224 Après 1 ^{ère} lecture	16.02.2012	20.02.2012 (Sénat)	01.03.2012 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports <i>Procédure accélérée</i> Pn AN n° 3991 Après 1 ^{re} lecture	21.02.2012	Échec CMP	29.02.2012 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport - Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Proposition de loi tendant à faciliter l'organisation des manifestations sportives et culturelles <i>Procédure accélérée</i> Pn AN n° 4197 Après 1 ^{re} lecture	22.02.2012	01.03.2012 (Assemblée nationale)	01.03.2012 Adoption au Sénat
Projet de loi de finances rectificative pour 2012 Pj AN n° 4408 Après 1 ^{re} lecture	27.02.2012	Échec CMP	29.02.2012 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif à la majoration des droits à construire <i>Procédure accélérée</i> Pj AN n° 4335 Après 1 ^{re} lecture	05.03.2012	Échec CMP	06.03.2012 Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale

Annexe XIII

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins secrets

Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN
06.12	Élection de deux représentants au Parlement européen
17.01	Élection d'un membre à la Cour de Justice de la République

2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
845	07.02	L'ensemble du projet de loi organique relatif au remboursement des dépenses de campagne de l'élection présidentielle (lecture définitive)	317	20	164

3. Scrutins publics solennels

(scrutins publics ordinaires décidés en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement)

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
793	04.10	l'ensemble du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire et du médicament et des produits de santé.	309	31	159
800	11.10	l'ensemble du projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs.	263	169	44
801	11.10	l'ensemble de la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbures non conventionnels et à assurer plus de transparence dans le code minier.	191	269	6
802	11.10	l'ensemble de la proposition de loi pour une urbanité réussie, de jour comme de nuit.	162	265	12
803	11.10	l'ensemble de la proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celles des mêmes produits vendus dans l'hexagone.	190	199	8
804	12.10	l'ensemble de la proposition de loi visant à instaurer un service pour les mineurs délinquants.	224	152	6

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
805	12.10	l'ensemble de la proposition de loi visant à la suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A.	346	2	3
806	12.10	l'ensemble de la proposition de loi portant instauration d'une épreuve de « formation aux premiers secours » pour les candidats au diplôme national du brevet des collèges.	115	178	21
809	17.10	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2011.	49	25	1
810	18.10	l'ensemble de la proposition de loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives.	292	193	2
811	25.10	l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2012.	308	203	5
812	02.11	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012.	288	185	28
818	16.11	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2012.	315	198	3
819	22.11	l'ensemble de la proposition de loi relative au renforcement de la transparence de l'information en matière de sécurité du transport aérien civil et la mise en œuvre de la réglementation européenne relative aux enquêtes accidents.	184	309	1
820	22.11	l'ensemble de la proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881.	473	4	12
821	22.11	l'ensemble de la proposition de loi tendant à lutter contre la précarité professionnelle des femmes.	177	272	12
822	23.11	l'ensemble de la proposition de loi relative à l'amélioration de l'indemnisation des victimes d'accidents du travail et des maladies professionnelles.	149	255	15
823	23.11	l'ensemble de la proposition de loi tendant à allonger les congés exceptionnels accordés aux salariés lors du décès d'un enfant, d'un conjoint ou d'un parent proche.	374	0	2
825	29.11	l'ensemble du projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée.	490	1	3
828	06.12	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2011.	303	202	2
829	06.12	l'ensemble de la proposition de loi constitutionnelle établissant la responsabilité civile et pénale du Président de la République pour les actes commis antérieurement à sa prise de fonction ou détachables de celle-ci et supprimant la Cour de justice de la République.	146	280	7
830	07.12	l'ensemble de la proposition de loi organique relative à la transparence de la vie publique et à la prévention des conflits d'intérêts.	124	198	2
831	07.12	l'ensemble de la proposition de loi relative à la transparence de la vie publique et à la prévention des conflits d'intérêts.	127	197	3
832	07.12	l'ensemble de la proposition de loi relative à l'encadrement des loyers et au renforcement de la solidarité urbaine.	130	186	0
833	07.12	l'ensemble de la proposition de loi visant à encadrer les prix des produits alimentaires.	116	179	2
834	07.12	l'ensemble de la proposition de résolution, au titre de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur l'accessibilité universelle pour les personnes en situation de handicap.	121	152	2

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
836	10.01	l'ensemble du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution.	284	30	170
837	10.01	l'ensemble du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution.	287	27	164
838	11.01	l'ensemble du projet de loi fixant au 11 novembre la commémoration de tous les morts pour la France.	286	101	6
839	17.01	l'ensemble du projet de loi de programme relatif à l'exécution des peines.	292	192	2
841	24.01	l'ensemble du projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution.	294	32	145
850	14.02	l'ensemble du projet de loi relatif à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.	460	1	24
851	14.02	l'ensemble de la proposition de loi visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale.	291	26	173
856	15.02	l'ensemble de la proposition de loi relative à la modification de certaines dispositions encadrant la formation des maîtres	266	169	0
858	21.02	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2012.	301	207	8
860	21.02	l'ensemble du projet de loi autorisant la ratification de la décision du Conseil européen modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les Etats membres dont la monnaie est l'euro.	256	44	131
861	21.02	l'ensemble du projet de loi autorisant la ratification du traité instituant le mécanisme européen de stabilité.	261	44	133
862	06.03	l'ensemble de la proposition de loi relative à la protection de l'identité (lecture définitive).	285	173	1
863	06.03	l'ensemble de la proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité de la peine complémentaire d'interdiction du territoire français et visant à réprimer les délinquants réitérants.	269	168	3

Annexe XIV

Décisions du Conseil Constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires

(Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Résolution tendant à modifier le règlement du Sénat	Président du Sénat 20.12.2011	2011-643 DC du 22.12.2011	24.12.2011	Conformité
Loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature	Premier ministre 26.01.2012	2012-646 DC du 09.02.2012	14.02.2012	Conformité
Loi organique relative au remboursement des dépenses de campagne de l'élection présidentielle	Premier ministre 07.02.2012	2012-648 DC du 23.02.2012	29.02.2012	Conformité

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles	Plus de 60 sénateurs 22.11.2011	2011-641 DC du 08.12.2011	14.12.2011	Conformité partielle avec réserve
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2012	Plus de 60 députés 06.12.2011 Plus de 60 sénateurs 06.12.2011	2011-642 DC du 15.12.2011	22.12.2011	Non-conformité partielle
Loi de finances pour 2012	Plus de 60 députés 23.12.2011	2011-644 DC du 28.12.2011	29.12.2011	Non-conformité partielle
Loi de finances rectificative pour 2011	Plus de 60 députés 23.12.2011	2011-645 DC du 28.12.2011	29.12.2011	Non-conformité partielle
Loi visant à réprimer la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi	Plus de 60 députés 31.01.2012 Plus de 60 sénateurs 31.01.2012	2012-647 DC du 28.02.2012	02.03.2012	Non-conformité totale
Loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives	Plus de 60 députés 05.03.2012 Plus de 60 sénateurs 05.03.2012	2012-649 DC du 15.03.2012	23.03.2012	Non-conformité partielle
Loi relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports	Plus de 60 députés 06.03.2012 Plus de 60 sénateurs 06.03.2012	2012-650 DC du 15.03.2012	20.03.2012	Conformité
Loi de programmation relative à l'exécution des peines	Plus de 60 députés 06.03.2012	2012-651 DC du 22.03.2012	28.03.2012	Conformité
Loi relative à la protection de l'identité	Plus de 60 députés 07.03.2012 Plus de 60 sénateurs 07.03.2012	2012-652 DC du 22.03.2012	28.03.2012	Non-conformité partielle

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique du paragraphe XVIII de l'article 63 de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires	Premier ministre le 20 octobre 2011	2011-227 L du 10.11.2011	11.11.2011	Réglementaire
Nature juridique de dispositions du code de l'éducation, du code de l'action sociale et des familles, du code pénal, du code rural et de la pêche maritime et du code de la sécurité sociale	Premier ministre le 28 novembre 2011	2011-228 L du 22.12.2011	24.12.2011	Réglementaire
Nature juridique de l'article 45 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz	Premier ministre le 23 mars 2012	2012-229 L du 05.04.2012	23.05.2012	Réglementaire
Nature juridique de dispositions de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement de l'électricité	Premier ministre le 23 mars 2012	2012-2230 L du 05.04.2012	23.05.2012	Réglementaire
Nature juridique de dispositions du code des pensions civiles et militaires de loi n° 69-992 du 6 novembre 1969 instituant des mesures de protection juridique en faveur des rapatriés et de personnes dépossédées de leurs biens outre-mer	Premier ministre le 31 mai 2012	2012-231 L du 7 juin 2012	08.06.2012	Réglementaire

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer (Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des traités (Application de l'article 54 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Annexe XV

Déclarations du Gouvernement

En application de l'article 131 R

Aucune déclaration n'a eu lieu durant la période couverte par ce recueil.

En application de l'article 125 R

Aucune déclaration n'a eu lieu durant la période couverte par ce recueil.

En application de l'article 132 R

Date	Objet	Ministre
12.10.2011	Déclaration du Gouvernement préalable au conseil européen du 23 octobre 2011 et débat sur cette déclaration	- M. Jean Léonetti, ministre auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des affaires européennes
9.11.2011	Déclaration du Gouvernement sur les conclusions des sommets européen du 26 octobre 2011 et du G20 des 3 et 4 novembre 2011 et débat sur cette déclaration	- M. François Baroin, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie
6.12.2011	Déclaration du Gouvernement préalable au conseil européen des 8 et 9 décembre 2011 et débat sur cette déclaration	- M. François Fillon, Premier ministre - M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes
29.02.2012	Déclaration du Gouvernement préalable au conseil européen des 1 ^{er} et 2 mars 2012 et débat sur cette déclaration	- M. Jean Leonetti, ministre auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des affaires européennes

Débats organisés dans le cadre du contrôle de l'action du Gouvernement et de l'évaluation des politiques publiques

Date	Objet	Ministre
07.12.2011	Situation de l'industrie ferroviaire	- M. Thierry Mariani, ministre auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé des transports
31.01.2012	Performances des politiques sociales en Europe	- Mme Nadine Morano, ministre chargée de l'apprentissage et de la formation professionnelle - Mme Claude Greff, secrétaire d'État à la famille
02.02.2012	Partenariats Public-Privé	- M. Éric Besson, ministre auprès du ministre de l'économie des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie et de l'économie numérique
16.02.2012	Logement	- M. Benoist Apparu, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé du logement
16.02.2012	Éducation	- M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale
16.02.2012	Emploi	- M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé

Annexe XVI

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites du 1^{er} octobre 2011 au 19 juin 2012

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministres	REPONSES AUX QUESTIONS	
	Questions au Gouvernement ⁽¹⁾	Questions orales sans débat ⁽²⁾
Premier ministre : F. Fillon	18	0
Affaires étrangères et européennes : A. Juppé	29	2
Affaires européennes : J. Leonetti.....	8	2
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire : B. Le Maire.....	12	10
Apprentissage et formation professionnelle : N. Morano	13	0
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État : V. Pécresse.....	84	3
Collectivités territoriales : Ph. Richert	14	6
Commerce, artisanat, petites et moyennes entreprises, tourisme, services, professions libérales et consommation : F. Lefebvre (SE).....	6	2
Commerce extérieur : P. Lellouche (SE)	4	0
Coopération : H. de Raincourt	2	0
Culture et communication : F. Mitterrand.....	9	2
Défense et anciens combattants : G. Longuet	5	5
Défense et anciens combattants : M. Laffineur (SE).....	5	1
Écologie, développement durable, transport et logement : N. Kosciusko-Morizet, puis François Fillon ⁽³⁾	21	36
Économie, finances et industrie : F. Baroin	62	5
Éducation nationale, jeunesse et vie associative : L. Chatel	18	13
Enseignement supérieur et recherche : L. Wauquiez	11	4
Famille : C. Greff (SE).....	1	0
Fonction publique : F. Sauvadet.....	1	1
Français de l'étranger : E. Courtial (SE).....	0	0
Industrie, énergie et économie numérique : E. Besson	47	11
Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration : C. Guéant.....	30	9
Jeunesse et vie associative : J. Bougrab (SE).....	3	1
Justice et libertés : M. Mercier.....	14	4
Logement : B. Apparou.....	3	1
Outre-mer : M.-L. Penchard.....	8	0
Relations avec le Parlement : P. Ollier.....	1	0
Santé : N. Berra (SE)	9	10
Solidarités et cohésion sociale : R. Bachelot-Narquin	17	10
Solidarités et cohésion sociale : MA. Montchamp (SE)	5	1
Sports : D. Douillet	3	1
Transports : T. Mariani	9	14
Travail, emploi et santé : X. Bertrand	56	30
Ville : M. Leroy	1	2
Total.....	529	186

⁽¹⁾ La dernière séance de questions au Gouvernement de la session 2011-2012 a eu lieu le 6 mars 2012.

⁽²⁾ La dernière séance des questions orales sans débat de la session 2011-2012 a eu lieu le 28 février 2012.

⁽³⁾ Décret du 22 février 2012.

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre.....	104
Affaires étrangères et européennes	567
Affaires européennes	82
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire.....	1 223
Apprentissage et formation professionnelle.....	11
Budget, comptes publics et réforme de l'État.....	304
Collectivités territoriales.....	170
Commerce, artisanat, pme, tourisme, services et consommation.....	249
Commerce extérieur.....	22
Coopération.....	14
Culture et communication.....	309
Défense et anciens combattants	312
Défense et anciens combattants (SE).....	346
Écologie, développement durable, transports et logement.....	1 006
Économie, finances et industrie	498
Éducation nationale, jeunesse et vie associative	1 446
Enseignement supérieur et recherche.....	292
Famille	35
Fonction publique	251
Français de l'étranger	0
Industrie, énergie et économie numérique	256
Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration	1 044
Jeunesse et vie associative	34
Justice et libertés (Gardes des sceaux).....	586
Logement	359
Outre-mer.....	35
Relations avec le Parlement	10
Santé	558
Solidarités et cohésion sociale	909
Solidarités et cohésion sociale (SE).....	24
Sports	178
Transports	271
Travail, emploi et santé.....	2 427
Ville	51
Total.....	13 983